Copie anonyme - n°anonymat : [redacted]

ECT

Code épreuve :

Nombre de pages : 3

Session :

Epreuve de : Le sujet BCE 2022 La France doit-elle se réindustrialiser ?

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Le sujet BCE 2022 La France doit-elle se réindustrialiser ?

Le poids de l'industrie française manufacturière dans l'économie a nettement diminué sur les quarante dernières années. Le secteur manufacturier représentait encore 23 % de l'emploi total en 1980, contre environ 10 % aujourd'hui. En valeur ajoutée (VA), le secteur manufacturier ne représente plus que 10 ou 12 % du PIB (selon le mode de calcul) aujourd'hui, contre 20 % il y a quarante ans. En outre, le recul de l'activité manufacturière a été nettement plus rapide en France que chez ses principaux voisins européens, comme l'Allemagne, la Suède ou même l'Italie. Une telle désindustrialisation inquiète.

Dans une première approche, la réindustrialisation peut être comprise comme le contraire de la désindustrialisation. Réindustrialiser en ce sens reviendrait à faire le chemin inverse à celui emprunté ces 40 ans dernières années, concrètement, recréer plus de 2 millions d'emplois et porter l'industrie à plus de 20 % de la valeur ajoutée.

Cette approche est pourtant irréaliste pour plusieurs raisons. D'abord, l'industrie actuelle est de plus en plus robotisée et automatisée (industrie 4.0) et emploie peu de main d'œuvre ; ensuite, elle est devenue très servicielle au point que la typologie de Clark et Fourastié en trois secteurs paraît de plus en plus obsolète ; enfin, l'industrie restera très intégrée aux chaines de valeur mondiales (CVM) et la relocalisation restera un phénomène marginal.

Si réindustrialiser a un sens, il ne peut donc se trouver qu'au carrefour de plusieurs dimensions : le maintien d'une indépendance stratégique sur des produits jugés essentiels et critiques, le nécessaire rattrapage industriel dans les secteurs stratégiques où la France a décroché (batteries électriques, micro-processeurs, numérique, IA, par exemple), la capacité à saisir les opportunités créées par les ruptures technologiques en cours (informatique quantique, propulsion à hydrogène, intelligence artificielle générative appliquée à des domaines spécifiques, etc.) et enfin, le respect des objectifs de neutralité carbone qui impliquent de décarboner l'industrie.

L'objectif de réindustrialisation ne consiste donc pas à vouloir supprimer les relations d'interdépendance qui vont de pair avec un monde ouvert, mais de réduire les dépendances qui placent le pays dans une position d'infériorité et de soumission dans les relations internationales de plus en plus conflictuelles. Il s'agit de créer les bases d'une industrie forte pour équilibrer le rapport de forces dans les échanges. La question n'est pas la dépendance en soi qui n'est un problème que lorsqu'elle est unilatérale. Il s'agit de créer les conditions d'une dépendance réciproque pour équilibrer les rapports de forces économiques et commerciaux.

Ainsi pour quelles raisons est-il devenu nécessaire d'ériger en priorité de politique économique la réindustrialisation de l'économie française ?

Est-il réellement nécessaire de se fixer comme objectif la réindustrialiser de l'économie française ?

La réindustrialisation doit permettre de soutenir la croissance et le niveau de vie à long terme des Français (I) mais aussi de réduire les sources de vulnérabilité financière et restaurer la souveraineté économique du pays (II).

Accroche

Reformulation du sujet

Définition des termes du sujet

Annonce du plan

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Partie I

La réindustrialisation poursuit un objectif de croissance et de de préservation du niveau de vie relatif des Français.

1°) L'industrie, moteur des gains de productivité et de l'innovation

Malgré le recul de son poids dans l'économie, l'industrie manufacturière reste un secteur stratégique et l'un des principaux moteurs des gains de productivité. De 1980 à 2019, la productivité horaire de l'industrie manufacturière a progressé de 3,4 % en moyenne chaque année, contre 1,1 % seulement dans les services.

A mesure que l'industrie se contracte, c'est la perspective de conserver des gains de productivité élevés qui s'éloigne. Or, les gains de productivité sont un facteur de croissance économique à court terme comme à plus long terme. Il faut bien comprendre que le supplément de valeur ajoutée généré par une meilleure efficience productive correspond à une baisse du prix réel des produits fabriqués. C'est le moyen d'améliorer le niveau de vie durablement de la population.

L'industrie est encore nettement prépondérante également dans l'effort d'investissement en R&D. L'économie française consacre environ 2,2 % de son PIB à la R&D dont la moitié est réalisé par des investisseurs privés. L'industrie contribue à 80 % du total de l'investissement privé en R&D. La concentration de la R&D dans le secteur industriel représente un enjeu à deux niveaux. C'est de l'innovation que dépend en grande partie l'amélioration de la compétitivité hors coût de l'industrie. Mais c'est aussi de l'innovation que dépend le progrès technique qui est le facteur le plus important de la croissance de long terme. Si l'industrie devient trop faible, les risques de passer à côté des futures grandes révolutions industrielles sont élevés. En un mot, la réindustrialisation est l'une des conditions pour espérer demeurer à la frontière technologique.

Ce qui se joue avec la réindustrialisation, c'est le déclassement définitif de la France ou son maintien parmi les nations qui comptent dans un certain nombre de domaines industriels.

2°) Pas de services performants et innovants sans industrie forte

La séparation traditionnelle entre l'industrie et les services est devenue obsolète et les raisonnements en termes de déversement avec. Les services à forte valeur ajoutée sont généralement liés à l'industrie, d'une part en raison de la stratégie d'externalisation et d'autre part parce que l'industrie est devenue servicielle. On a même des industriels qui ne produisent plus eux-mêmes ou qui deviennent des prestataires de services.

La production industrielle contribue ainsi fortement à l'essor de nombreuses activités de services. Les études montrent qu'un euro de production industrielle consomme une production composée de 40 % de services.

Contrairement au commerce, aux activités de services à la personne, ou au tourisme et aux loisirs, il s'agit souvent de services très performants. Les services aux entreprises représentent une part croissante du PIB et leur développement est largement dû à leur capacité de réponse aux demandes des industriels. Parmi les services les plus consommés par l'industrie, on trouve le conseil et l'assistance, les services opérationnels, les transports, les services financiers, les services numériques, etc.

On le voit, une bonne partie des activités de services dépend de la demande de l'industrie. Sans industrie forte, il sera difficile de se protéger du déclin des activités de services les plus innovantes et productives.

Partie II

Réindustrialiser pour réduire la vulnérabilité financière et restaurer la souveraineté économique de la France

1°) La dégradation du solde commercial illustre la perte de compétitivité coût et hors prix de l'industrie française et crée une vulnérabilité financière grandissante

L'industrie représente encore 80 % des exportations réalisées dans le monde. C'est donc là que se joue la concurrence internationale et que se mesure la compétitivité des branches industrielles d'un pays.

Or, la balance commerciale en biens de la France est nettement déficitaire. Ce déficit s'est creusé depuis les années 2000 (entrée dans la zone euro qui a réduit la contrainte extérieure) et s'est nettement aggravé depuis la pandémie de Covid et les crises énergétiques.

Cette dégradation de la balance commerciale est certes due à la hausse du prix des importations d'énergies fossiles, mais en partie seulement. Le reste de l'explication est à chercher du côté du déficit de la balance des biens industriels.

<u>La France perd des parts de marché dans le monde et au sein de la zone euro</u>

Face notamment à des puissances émergentes en développement rapide avec en premier lieu l'explosion et l'ouverture de l'économie chinoise dans les années 2000, la zone euro et donc la France perd dans l'ensemble des parts de marché au niveau mondial (mais les volumes exportés augmentent). Mais, plus grave, la France perd aussi des parts de marché au sein de la zone euro. L'industrie manufacturière française représentait d'ailleurs 17,5 % de la valeur ajoutée du secteur dans la zone euro en 2000, contre moins de 13 % aujourd'hui (à périmètre constant).

<u>Une vulnérabilité financière grandissante de la France</u>

Les déficits de la balance commerciale ne sont pas compensés par nos excédents de la balance des services et des revenus avec le reste du monde. Les déficits extérieurs courants deviennent donc permanents, « La France vit au-dessus de ses moyens. » Cette formule signifie que le PIB de la France ne suffit plus à financer l'investissement intérieur, autrement dit que l'épargne des agents résidents est inférieure à l'investissement des agents résidents.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

La France est donc dépendante des financements en provenance du reste du monde (agents non-résidents) sous trois formes : des prêts internationaux, des investissements de portefeuille (achats de titres sur la place financière française, actions et obligations) et enfin des investissements directs étrangers.

Ce financement n'est pas un problème en soi si la croissance future est suffisante pour rémunérer les prêteurs et investisseurs étrangers sans trop ponctionner le revenu national. Il reste que ce financement par de l'épargne étrangère expose la France à une vulnérabilité financière croissante. Les marchés financiers exercent en effet un contrôle disciplinaire étroit sur le pays qui « vit au-dessus de ses moyens » de façon permanente.

Réduire les vulnérabilités financières issues du fort déficit commercial nécessite donc une réindustrialisation qui passe par une amélioration de la compétitivité de l'industrie française. C'est d'ailleurs ce qui justifie la politique menée en France depuis le début de l'année 2013.

2°) Réindustrialiser pour restaurer la souveraineté économique de la France

Après deux décennies d'extension des chaînes de valeur au niveau mondial, nous remarquons depuis quelques années un retour au premier plan des questions de souveraineté économique et de dépendance forte à l'égard de fournisseurs de produits critiques. Ce débat a dans un premier temps refait surface dans un contexte de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, en particulier dans des secteurs très consommateurs en technologie. C'est sous la première présidence Trump que les Etats-Unis ont ouvert les hostilités à l'égard de la Chine (protectionniste dans le domaine de l'acier et de l'aluminium, volonté de découplage technologique). Il est de plus en plus présent depuis la pandémie. Les États européens et bien entendu la France se sont en effet aperçus que la production de biens et services dépendait souvent d'intrants étrangers. Dans le secteur de la pharmacie par exemple (secteur où la France est pourtant en excédent commercial), la production dépend souvent de principes actifs produits en Asie, la Chine et l'Inde produisant 80 % des principes actifs pharmaceutiques. A partir de la fin de la pandémie en 2021, c'est également le redémarrage de certaines industries qui a été pénalisé, ralenti par des pénuries de biens intermédiaires. C'est notamment le cas de l'industrie automobile qui a manqué de semi-conducteurs, alors que la reprise de l'activité en Asie a été nettement plus lente que dans les pays occidentaux.

Bref, la France et d'autres pays développés se sont rendu compte qu'ils étaient devenus dépendants de producteurs situés à l'autre bout du monde pour des produits essentiels et critiques pour leur indépendance. La France est ainsi dépendante d'un seul fournisseur étranger lointain, le plus souvent la Chine, pour 644 produits par exemple, les parasols, mais également les semi-conducteurs. S'il est imaginable de se passer de parasols, il serait extrêmement couteux pour l'économie française de ne plus être approvisionnée en composants électroniques.

Hors cokéfaction et raffinage, l'analyse des secteurs de transport (automobile et hors auto) sont les plus dépendants aux intrants étrangers. En particulier, l'analyse par pays nous apprend que ces secteurs sont les plus dépendants à l'offre chinoise, à hauteur de 4 %. Un pourcentage qui reste faible, mais qui peut suffire à paralyser l'ensemble de la production de la filière.

C'est pourquoi la création d'une filière européenne des semi-conducteurs ou des batteries électriques est au cœur des débats.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, puis la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis, ont également exacerbé les tensions sur les prix de l'énergie et des matières premières alimentaires, relançant les questions de dépendance énergétique et dans l'industrie agro-alimentaire.

Conclusion :

Réindustrialiser l'économie française fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus au point de devenir un objectif de politique économique. Mais avec quels résultats ? Officiellement, la France aurait recréé 130 000 emplois et ouvert 40 usines nouvelles sur son territoire entre 2017 et juin 2024. Certes, ce n'est pas rien, mais il faut regarder les efforts pour atteindre ce résultat, surtout qu'il est très fragile. Depuis l'été 2024, les mauvaises nouvelles affluent sur le front de l'industrie en raison d'un ralentissement de l'économie, de l'arrivée à échéance des PGE et du climat international négatif depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump pour un second mandat, la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis, l'agressivité commerciale de la Chine et une certaine paralysie des pouvoirs publics depuis la dissolution.

Au final, un rapport de la cour des Comptes, « 10 ans de politiques publiques en faveur de l'industrie » (2024), établit que la part de l'industrie dans la richesse nationale est stable depuis 2012.

Les résultats sont donc très minces et, on le voit bien, l'idée de revenir à l'industrie des années 1970 est un fantasme dangereux

Mais si réindustrialiser demeure nécessaire pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, il reste de nombreuses questions en suspens. Tout d'abord, il faut identifier les secteurs à privilégier, probablement, des secteurs stratégiques, des industries de l'avenir et les secteurs innovants. Ensuite, se pose la question des moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif. De ce point de vue, ni les relocalisations ni le protectionnisme n'apparaissent indiqués. Les relocalisations peuvent être envisagées en dernier recours pour des produits particulièrement critiques lorsqu'il n'est pas possible de diversifier et de sécuriser nos approvisionnements, mais il faut dire que cela va coûter cher aux consommateurs. Cette solution ne peut être généralisée car cela relève d'une décision privée des firmes. Le protectionnisme est tout d'abord exclu à l'intérieur de l'UE et de la zone euro et contraire aux règles de l'OMC. Y recourir est toujours un jeu perdant-perdant. Les prix sont plus élevés, les exportations sont moins dynamiques, la croissance est plus faible et des pénuries risquent d'apparaitre. Enfin, la question se pose de l'échelle pour mener la politique de réindustrialisation. De ce point de vue, l'échelle de l'UE serait la bonne. Elle permet de mutualiser des moyens importants et la taille du grand marché permet de produire à des couts moyens compétitifs. Mais l'Europe ne dispose toujours pas d'une vraie politique industrielle .